



La coopération régionale sur fond de coups d'État, de terrorisme et d'insécurité transfrontalière : quel avenir pour le G5-Sahel ?

HENDRIK SEXAUER

Juillet 2023

I. INTRODUCTION : LA RÉGION DU SAHEL EN 2023

En février 2023, les quatre États membres restants du G5-Sahel jugeaient que l'organisation était prête à repartir sur une base dynamique¹. La première conférence de haut niveau organisée depuis 2021 et le retrait du Mali appelait une mobilisation tant au niveau international que régional pour redonner de l'élan à l'organisation. Cependant, le G5-Sahel se trouve dans une position délicate, puisqu'il est le plus souvent décrié pour son inefficacité.

Selon Giovane BIHA, directrice adjointe du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), en 2023, plus de 10 000 établissements scolaires et près de 7 000 centres de santé avaient été fermés à travers le Sahel. Cette région compte 6 millions de personnes déplacées et 18,6 millions de personnes en proie à une sévère insécurité alimentaire. Mme BIHA fait état de « défis sécuritaires et humanitaires d'une ampleur sans précédent, une instabilité socio-politique,

encore aggravée par l'impact des changements climatiques et une insécurité alimentaire exacerbée par le conflit Ukraine-Russie² ». Il s'y ajoute la propagation d'actes terroristes, d'activités illicites et de tensions entre les communautés. La région frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, celle du Liptako-Gourma, en particulier, est au cœur d'un trafic d'armes impliquant des rebelles et des extrémistes³.

L'existence de besoins fondamentaux non satisfaits « tels que la protection, la disponibilité de l'eau, l'assainissement et les soins de santé, sans compter la présence de conflits non résolus au sein des communautés locales » ne fait qu'accroître la force de persuasion de l'extrémisme violent⁴, à un moment où les systèmes politiques pâtissent d'une crise persistante de confiance, de légitimité et d'efficacité⁵. Le concept de bonne gouvernance est quasi-inexistant⁶. Les dysfonctionnements étatiques et politiques ont pour point d'ancrage la marginalisa-



tion structurelle, une faible participation aux processus politiques et une faible capacité institutionnelle, face à la mainmise des élites sur la région et aux conflits politiques⁷. Ces dysfonctionnements sont accentués par une forte croissance démographique, et ce, dans un contexte marqué par la prolifération de la violence intercommunautaire et de l'extrémisme violent, ainsi que par une faible productivité économique⁸.

La situation désastreuse qui prévaut dans la région du Sahel est d'autant plus singulière que l'environnement sécuritaire y est fragmenté et met en scène une multiplicité d'acteurs militaires locaux, internationaux et privés, ainsi que des groupes d'auto-défense et des groupes extrémistes violents⁹. Dans ce contexte de fragmentation, le G5-Sahel essaie de se positionner comme une institution régionale vouée à la sécurité, et « comme une solution africaine à un problème africain¹⁰ ».

Compte tenu des enjeux multiples qui interpellent la région, de nombreuses recommandations sont formulées pour répondre à l'insécurité et à la violence. Ces recommandations peuvent parfois sembler excessives, voire irréalisables. Ainsi, la présente note de politique propose des recommandations visant à restructurer le G5-Sahel, ce qui peut sembler irréaliste à première vue, car leur mise en œuvre nécessiterait, avant tout, des garanties de financement. Toutefois, une recommandation aura préséance sur les autres : pour accroître son efficacité, sa visibilité et sa stabilité, le G5-Sahel doit parvenir à un consensus géopolitique définissant son propre rôle en tant qu'instance de coopération en matière de sécurité dans le cadre d'un processus décisionnel volontaire à l'échelle de la région. En l'absence d'une vision durable fondée sur une visée institutionnelle qui lui est propre, la stabilité à long terme de l'organisation est subordonnée à une attractivité accrue aux yeux de l'ensemble des États membres, y compris le Mali, qui fait figure d'exception.

II. QUELLE COOPÉRATION RÉGIONALE POUR LE SAHEL ?

Les systèmes politiques de la région du Sahel traversent une crise majeure et sont confrontés à un besoin de refonte de leurs contrats sociétaux¹¹. Le Mali a été témoin de l'éviction de son président Amadou Toumani TOURE à la suite d'un coup d'État militaire perpétré en 2012¹².

Après avoir connu un contre-coup d'État avorté, tenu des élections présidentielles en 2013 et en 2018 et subi des coups d'État militaires en 2020 et en 2021, le pays attend désormais que le gouvernement de transition rétablisse une constitution démocratique¹³. Au Burkina Faso, le président Blaise COMPAORE a été chassé du pouvoir par l'armée en 2014¹⁴. Dans l'Est du G5-Sahel, après l'assassinat du président tchadien Idriss DEBY ITNO en 2021, ce n'est pas le président du Parlement qui l'a remplacé, comme le prévoyait la loi, mais plutôt Mahamat Idriss DEBY qui a été nommé président par intérim, à la suite de l'intervention du conseil militaire de transition¹⁵. Face à la lenteur de la transition¹⁶, des manifestations hostiles au gouvernement ont éclaté en 2022 et ont été violemment réprimées par les forces gouvernementales¹⁷. Le paysage politique actuel du Sahel est coutumier des coups d'État et de la confiscation du pouvoir par les élites militaires, en violation des dispositions constitutionnelles. Cette dynamique n'est pas non plus inconnue au Niger où le gouvernement a réussi à déjouer un coup d'État en 2021¹⁸, mais où de fausses nouvelles concernant des évictions continuent d'avoir libre cours¹⁹.

Les débats sur la coopération régionale doivent tenir compte de ces dynamiques instables, violentes et anti-constitutionnelles. Quel type de coopération régionale peut-on envisager ? Quel type de coopération peut être envisagé par les élites au pouvoir ? Ces considérations s'avèrent importantes si les chercheurs veulent remédier à l'inefficacité des institutions, car elles permettent de réévaluer cette inefficacité. Comment les motivations, les objectifs et les ambitions inspirent-ils les décisions prises par les responsables politiques de se lancer dans la coopération régionale ? Un processus de délibération intentionnelle par des fonctionnaires observant « la situation au moment de la décision » a abouti à la création d'une institution de coopération en matière de sécurité²⁰. Par conséquent, dès son lancement, l'institution répond à un objectif politique et se doit d'être à la hauteur des attentes (fonctionnelles)²¹. Si ces attentes ne sont pas satisfaites, la réflexion susmentionnée pourrait prendre une nouvelle direction.

La volonté de préserver « le statu quo, la sécurité et la stabilité » d'un système au pouvoir devient alors sa logique sous-jacente²². Les avantages d'une coopération régionale doivent donc s'accommoder de la possibilité d'être éclipsés par des coûts et contraintes présumés.



C'est un aspect que les membres du G5-Sahel, les partenaires extérieurs et les observateurs ne doivent pas perdre de vue.

III. POURQUOI CETTE INEFFICACITÉ ?

L'inefficacité du G5-Sahel tient en fin de compte de l'incapacité de l'organisation à répondre à son objectif déclaré de combattre la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la région et d'en limiter la portée. Les trois principaux domaines dont le G5-Sahel était censé s'occuper sont (1) les déficiences stratégiques en matière de gouvernance, de respect de la loi et de protection des droits de la personne, (2) les menaces sécuritaires liées au terrorisme, à l'extrémisme et au crime organisé, (3) les questions d'ordre socio-économique et de développement²³. À cette fin, les forces conjointes du G5, composées de forces militaires et policières, s'attaquent au terrorisme et au crime organisé dans les zones frontalières des pays membres, tout en ayant pour mission d'apporter un soutien aux actions humanitaires et aux personnes déplacées²⁴.

Dans le même temps, les chefs d'État de trois pays du G5 sur cinq sont arrivés au pouvoir à la suite d'un coup d'État ou d'un changement de régime anticonstitutionnel. Par ailleurs, l'insécurité causée par les groupes terroristes se propage plus que jamais²⁵. Les attaques djihadistes ne surviennent pas seulement dans le Nord et le centre du Mali, mais menacent de plus en plus le Niger, le Burkina Faso, ainsi que des pays plus au Sud comme le Bénin, le Ghana et la Côte d'Ivoire²⁶. Au lieu de jouer un rôle de médiateur dans ces conflits, le G5-Sahel persiste à chercher « sa place dans la région²⁷ ».

L'inefficacité de l'organisation se reflète déjà dans sa dénomination, qui ne tient pas compte de la composition actuelle du G4-Sahel. L'objectif de combattre les insécurités qui pèsent sur la région est remis en question tant que le Mali, dont la position géographique centrale est indispensable au succès du G5, n'en est pas un État membre²⁸. Cette discontinuité territoriale a pour effet d'exacerber les activités extrémistes dans la région du Liptako-Gourma²⁹.

La cohésion interne revêt une importance cruciale pour le fonctionnement institutionnel et opérationnel de l'or-

ganisation, qui est tributaire de financements extérieurs³⁰, si elle veut apparaître comme un bénéficiaire fiable. De même, un consensus interne est nécessaire pour opérer une sélection stratégique et conjointe des partenaires extérieurs et de leur appui. Toutefois, des décisions unilatérales en matière de politique étrangère limitent le champ d'action commun et multiplient les divisions internes. D'un côté, le Mali et le Burkina Faso appellent à une diversification des partenaires, conformément à leurs propres attentes en termes de politique intérieure de la part du gouvernement de transition, ce qui permettrait de mettre en place des initiatives et institutions « endogènes³¹ ».

Le G5-Sahel, qui reste fortement tributaire de l'aide extérieure, tant financière que technique, est tiraillé par des avis opposés concernant la provenance de cette aide. Selon le Mali, par exemple, non seulement l'organisation est dysfonctionnelle, mais également l'aide extérieure qui l'accompagne. C'est ainsi qu'il se tourne vers d'autres « solutions », notamment la Russie³². Le fait de s'appuyer sur le groupe russe Wagner³³ tout en se jouant des forces occidentales a contribué à faire du Mali un pays largement isolé dans la sous-région³⁴, car le rejet de l'aide occidentale a bouleversé les rapports de force et provoqué une situation géopolitique difficile, aux conséquences régionales et mondiales, qui entraîne des divisions en ce qui concerne les perspectives de coopération régionale³⁵.

Dans ce contexte, le Tchad³⁶ et le Niger³⁷ poursuivent leur collaboration avec les partenaires occidentaux. Le pragmatisme et l'opportunisme déterminent les objectifs consistant à opter pour une reconnaissance mondiale en tant que partenaires indispensables dans la lutte contre le terrorisme et à profiter, en tant que bénéficiaires fiables, d'une aide militaire et financière³⁸. Passer pour indispensable sous-entend donc de ne pas être critiqué ou sanctionné pour des questions de politique intérieure. Les partenaires occidentaux du régime de N'Djamena ont des réactions plutôt silencieuses et conciliantes face à une transition pourtant répressive et anti-démocratique³⁹. La France, en particulier, ne veut pas risquer de compromettre davantage sa présence militaire dans la région, d'accroître l'influence de la Russie, ni d'exacerber les sentiments anti-français.

La question de l'ennemi commun étant mal définie, l'un des principaux obstacles au renforcement du G5 réside dans la réintégration du Mali dans l'organisation⁴⁰. Au



cours de ces derniers mois, les discussions ont porté sur le retrait forcé des troupes occidentales de la région. Au lieu d'adopter les positions communes sur la paix et la sécurité, le développement et la gouvernance, que le G5-Sahel était censé mettre en œuvre, il persiste une désunion et des priorités incohérentes⁴¹. Les États membres, par exemple le Niger, se tournent donc vers des stratégies nationales et des solutions bilatérales aux problèmes de sécurité au-delà du G5-Sahel, ce qui va à l'encontre d'une stratégie cohésive du G5⁴².

IV. RECOMMANDATIONS POUR RELANCER LE G5-SAHEL

Les attentes divergentes concernant la coopération régionale endogène et la dépendance excessive à l'égard de l'aide étrangère sont autant d'obstacles qui empêchent le G5-Sahel de renforcer sa visibilité⁴³. Qui plus est, dans un contexte où chaque société est déjà sujette à des désaccords internes sur la manière de gérer l'organisation et de trouver du soutien, les attentes et les espoirs à l'égard du G5-Sahel s'amenuisent. Les recommandations ci-dessous visent une stabilisation à long terme. Cependant, elles restent conditionnées par la capacité du G5-Sahel à parvenir à un consensus plus large sur sa propre vision d'elle-même.

1. **Se focaliser sur la sécurité humaine, qui renforce le développement et la coopération économique et s'attaque aux causes structurelles de l'instabilité et de l'insécurité parmi les populations locales.** Il ne s'agit pas de prendre des mesures uniquement basées sur les structures militaires et de sécurité, mais d'adopter une approche plus globale⁴⁴. Le renforcement du potentiel économique des États membres sera une priorité⁴⁵. Les filières à grand potentiel, notamment celles de l'agriculture et de l'énergie, devraient être exploitées et de nouvelles opportunités de coopération et de partage de savoir-faire et d'expériences devraient être institutionnalisées. Par exemple, des échanges régionaux pourraient être initiés autour des projets mauritaniens d'énergie renouvelable et de production d'hydrogène vert⁴⁶, concernant la manière de tirer profit de ces potentiels, d'encourager la création de valeur au sein des pays et de promouvoir le développement et la diversification des économies. En outre, ce dialogue et ces échanges

permettent d'aborder des questions d'infrastructure et de logistique, de rapprocher les populations et les marchés et de réduire l'isolement géographique au profit de la connectivité à l'échelle mondiale⁴⁷.

2. **Prêter l'oreille aux populations locales pour comprendre leurs préoccupations relatives à la sécurité dans leur quotidien.** Le G5-Sahel se doit d'être attentif aux défis sociétaux, notamment aux revendications des communautés peules et dogons dans le centre et le Nord du Mali. Le G5-Sahel pourrait devenir l'institution médiatrice entre les communautés minoritaires et les administrations centrales. L'ostracisme sociétal et la marginalisation seraient inscrits à l'ordre du jour⁴⁸. Dans ce contexte spécifique, il deviendrait évident que les populations locales ne protestent pas contre le gouvernement et ne réclament pas l'indépendance, mais plaident en faveur d'un « rôle de régulation et d'arbitrage » accru, d'une plus grande présence et de capacités accrues de la part de l'État⁴⁹. Il s'agit là d'une demande que le G5-Sahel devrait thématiquer à l'échelle de la région. Tant au niveau national qu'au niveau régional et institutionnel, l'existence d'une administration efficace et responsable est une exigence fondamentale des populations aux prises avec des autorités peu fiables⁵⁰. Le G5-Sahel ne saurait faire fi de ces réalités quotidiennes des populations locales. Les revendications et les perspectives locales doivent inspirer les stratégies de lutte contre les menaces sécuritaires, y compris l'extrémisme et le terrorisme. De la même manière, le régime frontalier ne doit pas se limiter au complexe militaire, mais englober les facteurs socio-économiques de la mobilité, des revenus et des relations communautaires⁵¹. Ainsi, des progrès pourraient être réalisés en termes d'intégration régionale tout en améliorant l'image du G5-Sahel. Le renforcement de sa présence au niveau local, le renforcement de sa notoriété en tant qu'institution fiable et proactive, doivent constituer une ambition primordiale.
3. Cela présuppose **la mise en place d'une stratégie de communication judicieuse.** Le renforcement du G5-Sahel en tant qu'institution passera par des campagnes d'information et de communication présentant la raison d'être, les objectifs et les lacunes du G5-Sahel. Ces campagnes doivent également s'attaquer à la désinformation et à la diffusion de fausses



nouvelles qui contribuent à détourner les populations non seulement de la politique nationale, mais également des institutions régionales. Les populations devraient être en mesure d'identifier les domaines où l'organisation joue un rôle actif, ceux où elle reste en retrait et ceux où elle peut devenir une partie prenante efficace.

- 4. Renforcer la communication avec les organisations et plateformes connexes.** Il est important de rationaliser les responsabilités et les capacités des différentes institutions. En effet, en réduisant la duplication ou l'imitation des structures de coopération, il est possible de renforcer l'efficacité et d'améliorer l'allocation des ressources entre les acteurs de la sécurité⁵², ainsi que leur transparence et leur redevabilité⁵³. Pour opérer un rapprochement avec l'Initiative d'Accra⁵⁴, la CEDEAO ou l'UA⁵⁵, il faudrait, dans un premier temps, viser une gestion cohérente et globale de la sécurité et, dans un deuxième temps, renforcer l'appropriation régionale de ces structures de gestion. Un réseau d'institutions bien coordonné qui, au-delà des moyens purement militaires et sécuritaires⁵⁶, tient compte des griefs socio-économiques, est primordial pour faire face à la propagation de l'extrémisme violent au-delà de la région du Sahel.
- 5. Renforcer les capacités, mobiliser des financements et des partenaires fiables.** La mise en œuvre des recommandations susmentionnées en vue

d'élargir le champ des responsabilités et des actions nécessitera des ressources. Le G5-Sahel est déjà confronté à des incertitudes financières. Lorsque les États membres ne sont pas en mesure de fournir les fonds nécessaires, il est indispensable de mettre en place des partenariats solides. Un dialogue régional sur la définition d'une source de financement « fiable » doit donc être envisagé. Il s'agit de mener des négociations, voire de parvenir à un consensus, sur le positionnement de la région sur l'échiquier international, en particulier dans le contexte actuel de montée des sentiments anti-français et de lutte pour le pouvoir entre les pays occidentaux, la Russie et la Chine. Un tel dialogue doit également aborder la question de savoir comment renforcer « l'appropriation régionale » des institutions politiques⁵⁷. Même si une réorientation stratégique, voire géopolitique, était convenue, cela n'atténuerait pas automatiquement la dépendance de l'organisation par rapport à l'aide extérieure. Ce débat devrait aborder la question de savoir si l'on souhaite simplement rééquilibrer les partenariats extérieurs en fonction des tensions politiques à court terme ou si l'on aspire à une vision à long terme de la coopération régionale. Pour cela, le Mali et le Niger⁵⁸ devraient, dans un premier temps, mettre de côté les tensions bilatérales et s'engager dans une diplomatie orientée vers des objectifs précis. Dans l'intérêt de la sécurité dans la région, une approche pragmatique réunissant les membres du G5, axée sur des objectifs partagés et abordant les désaccords étape par étape, s'impose.



V. BIBLIOGRAPHIE

1. African Centre for the study and research on terrorism. 2022. *The contagion of violent extremism in West African coastal states*. NATO strategic direction-South hub. URL: https://thesouthernhub.org/systems/file_download.ashx?pg=2189&ver=19&name=20220927_NU_JFCNP_NSD-S_HUB_REPORT_THE_CONTAGION_OF_VIOLENT_EXTREMISM_IN_WEST_AFRICAN_COASTAL_STATES.pdf. [25.03.2023].
2. Africanews. 2023. *US and Russia clash over violent extremism in Africa*. URL: <https://www.africanews.com/2023/01/11/us-and-russia-clash-over-violent-extremism-in-africa/>. [24.03.2023].
3. Africanews. 2023. *US Secretary of State Blinken visits Niger on Africa tour*. URL: <https://www.africanews.com/2023/03/17/us-secretary-of-state-blinken-visits-niger-on-africa-tour/>. [24.03.2023].
4. Afriqinfos. 2023. *Que retenir du 6è Sommet extraordinaire des chefs d'Etat du G5 Sahel ?* N'Djamena. URL: <https://afriqinfos.com/afrique/que-retenir-du-6e-sommet-extraordinaire-des-chefs-detat-du-g5-sahel/>. [24.03.2023].
5. BBC. 2021. *Niger coup thwarted days before inauguration*. URL: <https://www.bbc.com/news/world-africa-56589168>. [24.03.2023].
6. Bouquet, Christian. 2021. *Chad, what have you done with your oil revenue?* iD4D. URL: <https://ideas4development.org/en/chad-oil-war/>. [25.03.2023].
7. Boureima, Faride. 2023. *Faux, il n'y a pas eu de coup d'Etat au Niger*. Studio Kalangou. URL: <https://www.studiokalangou.org/89636-faux-il-ny-a-pas-eu-de-coup-detat-au-niger/>. [24.03.2023].
8. Council of the European Union. 2017. *Mali and the Sahel: EU strengthens its action in support of security of the region*. URL: <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2017/06/20/mali-sahel/>. [25.03.2023].
9. Desmidt, Sophie et al. 2021. *Climate change, development and security in the central Sahel*. Cascades. URL: <https://www.cascades.eu/publication/climate-change-development-and-security-in-the-central-sahel/>. [24.03.2023].
10. Devermont, Judd and Marielle Harris. 2020. *Rethinking crisis responses in the Sahel*. CSIS. URL: <https://www.csis.org/analysis/rethinking-crisis-responses-sahel/>. [24.03.2023].
11. Doxsee, Catrina, Jared Thompson and Marielle Harris. 2022. *The End of operation Barkhane and the future of counterterrorism in Mali*. CSIS. URL: <https://www.csis.org/analysis/end-operation-barkhane-and-future-counterterrorism-mali/>. [24.03.2023].
12. Eurafrika. 2022. *What caused the coup in Burkina Faso?* URL: <https://eurafrika.info/2022/02/05/what-caused-the-coup-in-burkinafaso/#:~:text=What%20caused%20the%20coup%20in%20Burkina%20Faso%3F%20By,amid%20a%20deepening%20security%20crisis%20in%20the%20country.> [24.03.2023].
13. Gnanguènon, Amandine. 2021. *Chad in its regional environment: Political alliances and ad hoc military coalitions*. FES-PSCC. URL: <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17777.pdf>. [24.03.2023].
14. Guézodjè, Rodrigue. 2023. *Sécurité: Niamey et Porto-Novo prennent des engagements*. Deutsche Welle. URL: <https://www.deutsche-welle.com/fr/benin-patrice-talon-mohamed-bazoum-niger-vi-site-securite/a-64985631>. [25.03.2023].
15. Hoinathy, Remadji. 2022. *Chad's political transition lags behind deadline*. ISS Africa. URL: <https://issafrica.org/iss-today/chads-political-transition-lags-behind-deadline>. [24.03.2023].
16. International Crisis Group. 2017. *Finding the right role for the G5 Sahel Joint Force*. URL: <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/burkina-faso/258-force-du-g5-sahel-trouver-sa-place-dans-lembou-teillage-securitaire>. [24.03.2023].
17. IRENA. 2022. *Renewable Energy market analysis: Africa and its regions*. URL: <https://www.irena.org/publications/2022/Jan/Renewable-Energy-Market-Analysis-Africa>. [25.03.2023].
18. Karlsrud, John and Yf Reykers. 2020. *Ad hoc coalitions and institutional exploitation in international security*. In: Third World Quarterly 41 (9). URL: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2020.1763171>. [24.03.2023].
19. Keita, Amidou. 2023. *Processus référendaire : La date du référendum reportée signe die*. Maliactu.net. URL: <https://maliactu.net/processus-referendaire-la-date-du-referendum-reportee-sine-die/>. [24.03.2023].
20. Kenouvi, Mohamed. 2023. *G5 Sahel: une redynamisation presque impossible sans le Mali*. Journal du Mali. URL: <https://www.journaldu-mali.com/2023/01/27/g5-sahel-redynamisation-presque-impossible-mali/>. [24.03.2023].
21. Konaré, Dougoukolo A. B. 2021. *Integration of minorities, a key issue for the development of the Sahel*. iD4D. URL: <https://ideas4development.org/en/integration-minorities-sahel/>. [25.03.2023].
22. Kwasi, Stella et al. 2019. *Prospects for the G5 Sahel countries to 2040*. ISS Africa. URL: <https://futures.issafrica.org/export/sites/afi/reports/pdfs/ISS-Prospects-for-the-G5-Sahel-countries-to-2040.pdf>. [24.03.2023].



23. Lacher, Wolfram. 2022. *Krisenbehaftete Transition im Tschad. Megatrends Afrika*. URL: <https://www.megatrends-afrika.de/publikation/krisenbehaftete-transition-im-tschad>. [24.03.2023].
24. Maiga, Ibrahim. 2021. *Répondre à l'insécurité dans le Liptako-Gourma*. ISS Africa. URL: <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest/repondre-a-linsecurite-dans-le-liptako-gourma>. [25.03.2023].
25. Ministère des Affaires Etrangères. 2023. *Coopération bilatérale : Le Burkina Faso et la République de Guinée engagés pour des relations plus soutenues*. URL: https://www.mae.gov.bf/detail?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=677&cHash=d01e921f5b-7337c9a2f8968afd936d. [24.03.2023].
26. Moderan, Ornella and Fahiraman Rodrigue Koné. 2022. *What caused the coup in Burkina Faso?* ISS Africa. URL: <https://issafrica.org/iss-today/what-caused-the-coup-in-burkina-faso>. [24.03.2023].
27. Murphy, Kyle. 2020. *Security fragmentation hinders humanitarian response in the Sahel*. CSIS. URL: <https://www.csis.org/analysis/security-fragmentation-hinders-humanitarian-response-sahel>. [24.03.2023].
28. Padonou, Oswald. 2021. *Armed forces in the Sahel face challenges of transparency and corruption*. ID4D. URL: <https://ideas4development.org/en/armed-forces-sahel-challenge-transparency-corruption/>. [26.03.2023].
29. Plachciak, Adam and Jakub Marcinkowski. 2022. *Humanitarian Assistance in G5 Sahel: Social Sustainability Context of Macrologistics Potential*. In: *Sustainability* 14 (14). URL: <https://www.mdpi.com/2071-1050/14/14/8862>. [24.03.2023].
30. Pouya, André Marie. 2023. *Sahel et l'initiative d'Accra : Conditions de réussite*. Centre 4s. URL: <https://newcentre4s.org/sahel-et-linitiative-daccra-conditions-de-reussite/>. [24.03.2023].
31. Ramadane, Mahamat. 2022. *Chad urges Mali junta to reconsider withdrawal from anti-militant force*. Reuters. URL: <https://www.reuters.com/world/africa/chad-urges-mali-junta-reconsider-withdrawal-anti-militant-force-2022-05-20/>. [24.03.2023].
32. RFI. 2023. *Réactions au discours du président Emmanuel Macron sur la politique africaine de la France*. URL: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230227-r%C3%A9actions-au-discours-du-pr%C3%A9sident-emmanuel-macron-sur-la-politique-africaine-de-la-france>. [25.03.2023].
33. Ross, Aaron. 2022. *Recent coups in West and Central Africa*. CNBC Africa. URL: <https://www.cnbc.com/2022/recent-coups-in-west-and-central-africa/>. [24.03.2023].
34. Saari, Sinikukka. 2019. *Connecting the dots: Challenges to EU connectivity in Central Asia*. EUISS. URL: <https://www.iss.europa.eu/content/connecting-dots-challenges-eu-connectivity-central-asia>. [24.03.2023].
35. Sambe, Bakary. 2023. *Depuis le départ de Barkhane, il y a une compétition entre les forces terroristes*. Rfi. URL: <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invit%C3%A9-afrique/20230117-mali-depuis-le-d%C3%A9part-de-barkhane-il-y-a-une-comp%C3%A9tition-entre-les-forces-terroristes>. [24.03.2023].
36. Sambe, Bakary. 2023. *The Sahel is navigating between Islamo-nationalism, the communalization of jihad and international rivalries*. Timbuktu Institute. URL: <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/657-the-sahel-is-navigating-between-islamo-nationalism-the-communalization-of-jihad-and-international-rivalries-dr-bakary-sambe>. [24.03.2023].
37. Sandner, Philipp. 2022. *Mali isoliert sich selbst*. Deutsche Welle. URL: <https://www.dw.com/de/putschversuch-mali-zunehmend-isoliert/a-61838605>. [25.03.2023].
38. Sandnes, Marie. 2023. *The relationship between the G5 Sahel Joint Force and external actors*. In: *Canadian Journal of African Studies* 57 (1). URL: <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/0083968.2022.2058572?needAccess=true&role=button>. [24.03.2023].
39. Schulte, Ines. 2022. *Western Africa's recent coups*. Mo Ibrahim Foundation. URL: <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2022-04/western-africa-coups.pdf>. [24.03.2023].
40. Tahingam, Pierre. 2023. *Jeudi noir au Tchad : Le bilan de la CNDH fait état de 128 morts*. Journal du Tchad. URL: <https://www.journaldutchad.com/jeudi-noir-au-tchad-le-bilan-de-la-cndh-fait-etat-de-128-morts/>. [24.03.2023].
41. Théroix-Bénoni Lori-Anne and Baba Dakono. 2019. *Are terrorist groups stoking local conflicts in the Sahel?* ISS Africa. URL: <https://issafrica.org/iss-today/are-terrorist-groups-stoking-local-conflicts-in-the-sahel>. [24.03.2023].
42. Van Ackern, Pia and Adrien Detges. 2022. *Climate change, vulnerability and security in the Sahel*. Cascades. URL: <https://www.cascades.eu/publication/climate-change-vulnerability-and-security-in-the-sahel/>. [24.03.2023].
43. Welz, Martin. 2022. *Institutional Choice, risk, and control: The G5 Sahel and conflict management in the Sahel*. In: *International Peacekeeping* 29 (2). URL: <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/13533312.2022.2031993?needAccess=true&role=button>. [24.03.2023].



À propos de l'auteur

Hendrik Sexauer est étudiant en Master en Relations Internationales et Recherche sur la Paix à l'Université de Tübingen. Il a travaillé avec FES PSCC à Dakar pendant quatre mois en 2023 en tant que stagiaire. Il travaille actuellement sur un projet de recherche sur la représentation de la guerre en Ukraine dans les médias africains.

Email : Hendrik.sexauer@student.uni-tuebingen.de

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E | Rue de Fatick x Boulevard de l'Est
Résidence Bity Lokho | 6^{ème} étage
BP 15416 Dakar-Fann | Sénégal

Tél. : +221 33 859 20 02 | Fax: +221 33 864 49 31

Email : info@fes-pscc.org | www.fes-pscc.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2023

Conception graphique : Green Eyez Design SARL,
www.greeneyzdesign.com

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la Friedrich Ebert Stiftung.

